

Aide française au développement : double peine pour la santé au Sud

Paris, le 22 juillet 2014 – Cette semaine se déroule la 20^e conférence internationale sur le sida à Melbourne. A cette occasion Coordination SUD tient à rappeler à la France ses engagements en matière de droit à la santé.

Coordination SUD et ses membres ont à plusieurs reprises communiqué sur la baisse tendancielle de l'aide publique au développement entamée en 2010. La réduction de 9,8 % des crédits en 2013 a constitué une alerte très sérieuse. Elle s'aggrave encore dès lors que la discussion en cours sur le projet de loi de finance évoque de nouvelles coupes drastiques.

Ces coupes devraient porter notamment sur les questions de santé. Un processus de « modernisation de l'action publique » (MAP) suggère en effet de réviser le dispositif de coopération française en santé et d'en réduire les ressources. « Ce sont les engagements de la France en matière de santé publique qui semblent particulièrement visés », s'inquiète Louis Pizzaro, chef de file de la commission Santé de Coordination SUD et directeur général de Solthis, présent à Melbourne.

Le même rapport rédigé dans le cadre de la MAP stigmatise les fonds multilatéraux en santé (Fonds mondial contre le sida et Unitaïd). Ces deux organisations ont pourtant permis d'assurer des traitements à des millions de malades dans les pays du Sud et ont prévenu de nouvelles infections à l'échelle globale. « Baisser la contribution de la France se traduirait par l'arrêt de traitements vitaux pour des dizaines de milliers de malades dans les pays en développement. La France est-elle prête à faire ces choix-là ? » s'interroge Eric Fleutelot, membre de la commission Santé de Coordination SUD, directeur général adjoint de Sidaction et membre du comité d'organisation de la conférence AIDS 2014.

Alors que la 20^e conférence sur le sida s'ouvre à Melbourne, c'est un mauvais signal donné par la France. « La santé et le sida subissent en quelque sorte une double peine », remarque Jean-Louis Vielajus, président de Coordination SUD.

Contact presse

Bénédicte Bimoko, bimoko@coordinationsud.org

Tél : 01 44 72 03 78

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui 147 ONG, dont une centaine via six collectifs (CLONG-Volontariat, CNAJEP, Coordination d'Agen, CRID, FORIM, Groupe Initiatives) qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.